De la réforme de l'éducation

Par Zineddine Sekfali

«Elle flotte, elle hésite : en un mot, elle est Administration.»
(Pcc : J. Racine)

Comme tout le monde, je sais que notre Ecole est gravement sinistrée.

En effet, nous avons tous compris assez tôt, que ni le nombre considérable des élèves scolarisés, ni celui élevé des établissements scolaires ouverts à travers le territoire, ni l'immense quantité de livres scolaires imprimés et fournis à bas prix à tous les élèves sans exception, ni les effectifs des enseignants en fonction, ni même celui des recrues d'appoint auxquels on fait appel généralement dans l'urgence au début de chaque année scolaire, ni toutes les autres données chiffrées qu'on claironne à chaque rentrée, comme autant de performances à mettre à l'actif des pouvoirs publics, ne changent rien à la triste condition d'un système éducatif bloqué depuis bientôt plus de quatre décennies, lourd et déphasé.

Les réalisations physiques que les autorités publiques brandissent à chaque occasion, nous ne les devons en vérité qu'à l'aisance financière que nous a si longtemps et si généreusement procurée la rente pétrolière et gazière.

Mais aussi imposantes fussent-elles, ces performances n'ont jamais pu dissimuler les inquiétantes et multiples contre-performances de ce système, parmi lesquelles il convient ici de rappeler notamment : les déperditions scolaires, les échecs au baccalauréat, les errances pédagogiques, les conflits sociaux qui paralysent régulièrement nos établissements scolaires et livrent nos enfants à la rue, sans oublier les luttes idéologiques d'un autre âge dont aiment à se faire les champions quelques militants et activistes des idéologies islamiste et baasiste — l'une étant l'ersatz de l'autre —, toutes deux obsolètes et irrémédiablement souillées du sang des peuples, qu'elles ont martyrisés sans pitié, du Golfe à l'Atlantique, pour reprendre une de leurs formules. Sur les questions, récurrentes, que soulève notre Ecole depuis longtemps, tout a été dit et redit. On a même eu droit, on s'en souvient, à une tentative courageuse et intelligente de réforme de l'école, pilotée par le regretté Mostefa Lacheraf, nommé ministre de l'Education entre 1977 et 1979, par le défunt président Boumediène. Cédant, hélas, aux chants des sirènes d'une poignée de haineux, le nouveau président mit fin à ses fonctions. Mostefa Lacheraf, issu d'une famille honorable, excellent arabisant et bilingue, pédagogue avéré, écrivain et intellectuel brillant, patriote incontesté, ancien membre du PPA, ancien membre du CRUA, codétenu en France avec le président Boudiaf (qui, à son retour d'exil en 1992, le nomma président du Conseil consultatif national), fut livré à la vindicte, aux insultes et exposé aux pires insanités et contre-vérités. Une fois le travail des médiocres terminé, il fut «appelé à d'autres fonctions»… au Mexique ! Rappelons aussi que les trois ou quatre personnes qui formèrent le fer de lance de l'attaque lancée contre Lacheraf étaient loin d'avoir les qualités morales de celui-ci, ses capacités intellectuelles, son niveau culturel et son passé révolutionnaire. Le fait est que la réforme de l'éducation telle que voulue par quelques hommes et femmes de bonne volonté fut, pour des raisons étroitement politiciennes, remisée dans les oubliettes.

A son tour, le président Bouteflika a, dès sa prise de fonction en 1998-1999, formé une commission nationale, la chargeant de lui présenter projet de réforme de l'éducation.

On a même eu droit, on s'en souvient, à une tentative courageuse et intelligente de réforme de l'école, pilotée par le regretté Mostefa Lacheraf, nommé ministre de l'Education entre 1977 et 1979, par le défunt président Boumediène. Cédant, hélas, aux chants des sirènes d'une poignée de haineux, le nouveau président mit fin à ses fonctions.

De nouveau, l'espoir revint. Notons que N. Benghebrit, actuelle ministre de l'Education, faisait partie de cette grande commission. Il existe donc, il suffit de les retrouver, de les dépoussiérer et de les réactualiser, tous les chiffres, statistiques, rapports, études, recherches et enquêtes effectuées par les experts en la matière et, bien entendu, je ne sais combien d'articles de presse, de contributions bénévoles, de tribunes libres et d'écrits, consacrés à l'enseignement et à l'instruction de gens qui proposaient alors, sans frais et surtout sans arrière-pensées politiques ou partisanes, les voies et moyens de faire de notre système éducatif un système moderne et performant. Pourquoi cette nouvelle relance de la réforme ? C'est qu'il y avait ce fait massif qui crevait les yeux de tous : notre système «éducatif» qui, par hypothèse, devait instruire, éduquer et cultiver notre jeunesse, en deux mots, promouvoir un Algérien nouveau avec un esprit sain dans un corps sain, était littéralement en faillite ! Une Ecole qui a produit tant d'échecs au baccalauréat, de déperditions massives et d'où sortaient des jeunes gens et jeunes filles semi-illettrés et quasi incultes est nécessairement une Ecole qui a failli à sa mission. Or, cela dure depuis au moins 1976, c'est-à-dire depuis 40 ans.

En plus clair, cela signifie que tous les hommes et femmes âgés aujourd'hui de 46 ans, et qui ont été scolarisés à l'âge de 6 à 7 ans, sont passés par ce système éducatif en faillite qui produisait de plus en plus de zombies. Est-ce un hasard — et personnellement, je ne pense que c'en soit un — si c'est parmi les hommes de cette tranche âge ou de cette génération, que se recrutaient la plus grande partie des terroristes des années rouges ! Quels dégâts et quel gâchis ! On aime se définir comme un pays en voie de développement, peut-être aussi comme un pays émergent. Mais 40 ans de gâchis, cela laisse forcément des traces. C'est dans ces années-là qu'est apparu le trou béant de notre sous-développement intellectuel, de notre retard culturel et scientifique, et pour tout dire de notre arriération. Il est temps que l'Administration en charge du système éducatif cesse, dès qu'elle sent une quelconque résistance aux réformes préconisées, de «flotter et d'hésiter», comme *Athalie* de Jean Racine. Au contraire, elle doit résister, faire front, continuer à réformer et rappeler, sans détour, à ceux qui l'interpellent et parfois la menacent de leur vindicte, que leur école a fait faillite et que l'Ecole des temps modernes n'a nullement besoin de discours idéologiques, ni d'agitation politique ni de procédés «pédagogiques» moyen-âgeux. L'enseignant ne saurait être en Algérie un commissaire politique recruté pour seriner aux enfants «les constantes» et rabâcher les éléments constitutifs de notre «identité trinitaire». Nous avons vécu durant 130 ans l'un des colonialismes les plus violents et subi les tentatives de dépersonnalisation les plus pernicieuses, mais nous sommes restés tels que nous étions en nous-mêmes, Algériens jusqu'au bout des ongles, comme on dit. Ceux qui brandissent l'épouvantail du risque de l'occidentalisation de notre jeunesse ou le spectre de la perte de l'identité nationale sont dans l'excès ou la manipulation. Ils se donnent des prétextes pour asseoir leur emprise sur l'Ecole et de là, étendre leur hégémonie politique. Sans parler de ceux qui, de notoriété publique, ont scolarisé leur progéniture en Europe, aux USA et au Canada, mais qui croient s'en tirer à bon compte, en hurlant plus fort que les loups… A ces parents, il faut dire que la bataille pour le sauvetage de l'Ecole algérienne et, par voie de conséquence, la sauvegarde de la jeunesse algérienne doit être menée par les Algériens, en Algérie et au bénéfice de tous les Algériens. En fait, notre drame est que, quand il nous arrive, contraints et forcés, d'aborder les graves problèmes qui se posent dans l'éducation, l'instruction et l'enseignement, nous constatons que les intervenants, au lieu de parler de pédagogie, de pédagogues et de formation de formateurs — formation initiale et formation continue —, les discussions sont déviées par les cerbères du dogme et des idéologues à œillères vers les sujets bateaux des «constantes» et de «l'identité nationales». On fait vibrer avec démagogie la fibre patriotique et religieuse, mais on parle peu de pédagogie. La pédagogie, c'est l'art et la manière d'enseigner, et, plus simplement encore, c'est l'ensemble des méthodes et procédés d'instruction et d'éducation des jeunes. Faut-il rappeler qu'il est partout admis que n'est point un bon enseignant celui qui bourre les crânes des enfants de savoirs hétéroclites, qui fait pratiquer le parcœurisme et oblige ses élèves à ânonner des textes sans les comprendre, mais celui qui tend, avec les moyens didactiques mis à sa disposition, d'éveiller l'intelligence de l'enfant, favoriser l'entendement, développer le raisonnement, inculquer les sens de l'analyse et l'esprit critique de ses élèves. Autrement dit, on peut être titulaire d'un diplôme universitaire, on ne sera pas pour autant un bon enseignant. Il faut pour cela posséder de bonnes connaissances pédagogiques. Former des licenciés, des diplômés en magistère ou master, c'est bien, mais former des pédagogues, c'est mieux. Le pédagogue est la personne qui a une aptitude à bien enseigner. Cette aptitude on l'acquérait jadis à l'Ecole normale et en classe, avec l'aide des inspecteurs. Que sont devenues nos anciennes Ecoles normales ? C'est la question que l'on est en droit de se poser. Nous avons tous vu sur certains médias une enseignante filmée avec des enfants en bas âge, qui affirmait avec la foi du charbonnier, que la langue arabe est la langue du paradis. C'était là, on l'a fort bien compris, sa manière de dire qu'elle était viscéralement hostile à l'enseignement de la «langue étrangère». Cette dame est libre de penser ce qu'elle veut à propos de la langue arabe, du paradis et des autres langues et peuples du monde… Ma crainte est que cette dame semble ignorer d'une part que sur 1 500 000 000 de musulmans, seulement environ 380 000 000 sont des Arabes et, d'autre part, que tous les Arabes ne sont pas des musulmans. Il en est ainsi notamment en Egypte, en Syrie, au Liban et Irak, pays arabes au sens linguistique et ethnique, où il existe, depuis les temps les plus reculés, des communautés chrétiennes. Sait-elle, cette prétendue «enseignante-animatrice de TV», que les Turcs, les Iraniens ou Persans, les Indonésiens (l'Indonésie est le pays musulman le plus peuplé), utilisent l'arabe pour les rites liturgiques, c'est-à-dire les prières et parlent leurs langues nationales pour le reste ? Sait-elle que les prêches, y compris ceux de la prière du vendredi, sont dits dans ces pays dans la langue du peuple, afin que tout le monde comprenne ? Est-ce vraiment exceptionnel ? Pas du tout, car il y a déjà fort longtemps que, de leur côté, les trois grandes Eglises chrétiennes (catholique, protestante, orthodoxe) n'utilisent plus le latin ou quasiment plus dans leurs rituels et leurs liturgies.

En fait, notre drame est que, quand il nous arrive, contraints et forcés, d'aborder les graves problèmes qui se posent dans l'éducation, l'instruction et l'enseignement, nous constatons que les intervenants, au lieu de parler de pédagogie, de pédagogues et de formation de formateurs — formation initiale et formation continue —, les discussions sont déviées par les cerbères du dogme et des idéologues à œillères vers les sujets bateaux des «constantes» et de «l'identité nationales».